

<http://divergences.be/spip.php?article2437>



Philippe Godard

Censurer la violence à la télévision ?

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2011 - NÂ° 26. Juin 2011 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : jeudi 2 juin 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

La télévision est l'une des inventions majeures du XXe siècle, et cet outil de propagande frappe environ 99 % des foyers en France. Pourtant, seuls s'aventurent sur le terrain miné de sa critique quelques défenseurs de la famille, des religions ou de la tradition. Ces « vieux réacs » sont très vite taxés de censeurs et de rabat-joie ; en effet, pourquoi gâcher la grande fête de la bêtise enfin partagée par tous, ultrariches et sous-prolétaires, tous adeptes de la même télé réalité ?

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L300xH300/violence_tv-74dd0.jpg

La « vraie » télé, celle des jeunes, des pauvres, des gens des cités...

En France comme dans le reste du monde, nous avons deux télévisions. La première est celle dont s'emparent les intellectuels pour en critiquer certains programmes. Dans leurs empoignades épiques, ils discutent ainsi à perte de vue sur l'opportunité ou non des débats politiques, de telle émission de critique littéraire, ou encore d'un documentaire sur la guerre d'Algérie ou le IIIe Reich... Toutes ces tempêtes dans un verre d'eau occupent le devant de la scène et laissent par conséquent dans l'ombre les programmes de la seconde télé, la « vraie », celle que regardent neuf Français sur dix. De plus, ces polémiques à la mode de Saint-Germain-des-Prés biaisent la question de la censure, pour aboutir toujours à la même ligne de partage entre « libéraux », hostiles par principe à toute forme de censure, et « réalistes », adversaires de la censure en soi mais acceptant néanmoins et à contrecœur quelques exceptions...

La « vraie » télé, ce sont les chaînes que regardent les Français et notamment les jeunes, et c'est à eux surtout que l'on s'intéresse ici : ils sont la troisième génération à ingurgiter de la télévision (alors qu'auparavant, le phénomène, rappelons-le, était inconnu, et il n'est pas inutile de redire cette évidence car le principe de précaution aurait été nécessaire en la matière). De plus, ils la regardent de plus en plus jeunes et de plus en plus longtemps, du fait de l'extension inouïe des programmes et du nombre de chaînes.

Les chiffres indiquent que 98,6 % des Français ont la télévision ; 47 millions d'entre eux (de quatre ans et plus) la regardent chaque jour, durant un peu plus de trois heures et demie (en 2010). Si l'on ne considère que les individus âgés de 15 ans et plus, on obtient le chiffre de trois heures 54 minutes, un chiffre en hausse de 11 minutes par rapport à 2009 [1]. Il faudrait considérer le temps passé en outre devant un écran d'ordinateur, mais les chiffres sont peu sûrs : au moins une heure par jour, ce qui semble bien peu si l'on s'en tient aux plus de dix ans, et jusqu'à quatre heures quotidiennes selon certaines études, ce qui, cette fois, aboutirait à un total énorme d'heures passées devant un écran.

Ajoutons que 92 % des Français qui ont une connexion à l'internet y vont chaque jour, ce qui est le plus fort taux au monde et indique bien à quel point nous sommes accros aux écrans. Tout cela n'est pas en soi préoccupant pour qui considère que les écrans ne sont que des outils, et que, selon la vulgate des adorateurs de la Technologie, celle-ci n'est ni bonne ni mauvaise, c'est l'usage que nous en faisons blablabla... Notons que cela implique toujours l'absence d'un point de vue politique et éthique sur la technologie et ses rapports avec la société industrielle – les événements de Fukushima sont peut-être en train de changer à tout jamais cette donne.

La critique de tous les écrans est essentielle si nous voulons survivre dans le monde contemporain. Cependant, ce court essai traite surtout de la télévision car c'est la critique de cet engin qui est la plus en retard, alors que se développe celle des ordinateurs et des téléphones portables ou encore des e-books.

Lorsqu'on examine *comment* les enfants utilisent la télé, l'on s'aperçoit que la grande majorité d'entre eux, dans les couches populaires, la regardent *seuls dans leur chambre le soir*, et parmi ces enfants, une grande partie d'entre eux sans contrôle parental ; des chiffres indiquaient, à la fin des années 2000, que les enfants des familles aisées étaient, de façon statistiquement significative, moins bien pourvus en télévision dans leur chambre. Dans une étude très informelle puisque menée dans une école et un collège d'un Réseau Ambition Réussite (RAR, le niveau « maximal » des ZEP, zones d'éducation prioritaire) et un autre collège hors ZEP, étude qui demanderait donc à être étendue, généralisée et confirmée, il apparaît sans aucune ambiguïté que le bataillon des enfants ayant les plus mauvais résultats scolaires et le comportement le plus violent correspond au groupe des jeunes qui regardent la télévision dans leur chambre sans contrôle. Inversement, le groupe restreint des jeunes ayant de bons résultats correspond au petit groupe n'ayant pas la télé dans sa chambre ou ne l'utilisant que sous le contrôle des parents.

Cette étude, menée dans des classes de CM1 jusqu'à des 3e, demanderait à être étendue ; il est pourtant d'ores et déjà évident qu'elle montre une ligne de fracture réelle, que confirment les enseignants lorsqu'on en parle avec eux. Pourquoi ce genre de recherche simple n'est pas systématisé afin d'obtenir une image des bienfaits ou des ravages de la télévision ?

Que regardent ces jeunes ? Pas Arte, bien entendu, et l'on devrait demander à nos dirigeants pourquoi aucun ou très peu de crédits sont alloués à des émissions d'éducation populaire. Ce n'est pas le lieu d'en parler ici, mais cette question est fondamentale dans la critique de la télévision : ceux qui ont le pouvoir « culturel » dans notre pays ne financent quasi exclusivement que des émissions de peu d'intérêt éducatif.

Bien entendu, ce sont les séries américaines qui réalisent les plus forts taux d'audience. Les séries sexistes qui montrent une vision de la femme frivole, futile et branchée sur le sexe, sont plébiscitées, par exemple « Sex and the City », qui fut, dans les années 2000 et au niveau planétaire, l'archétype à succès de ce genre discriminatoire, loin devant « Desperate Housewives » qui n'est pas mal non plus dans le genre de l'antiféminisme « soft ». Et surtout, les téléspectateurs, y compris les jeunes, adorent les séries qui mettent en scène la violence. Mais de quelle violence parle-t-on ?

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L256xH169/6851_big-012c4.jpg

Quelle violence télévisuelle ?

Les études sur le type de violence montrée par la télé sont rares. On connaît le nombre de viols, de morts, de suicides ou d'assassinats visibles chaque semaine sur TF1, mais la « nature » de ces horreurs et le type de violence, la « qualité » dont elles relèvent, ne sont jamais discutés. Il est en effet admis que toutes les violences se valent. L'opinion développée ici est tout à fait inverse.

Dans la vision dominante de l'éducation des enfants, on passe de la surprotection des « tout-petits » au lancement sans préparation dans le grand bain du monde adulte vers l'âge de douze-quatorze ans : compétition, sexe, violence, drogue, corruption, répression... Ce type de position pseudo-radical, qui se prétend à l'écoute des préoccupations des pré-adolescents, adolescents et autres adultes, aboutit à ce qu'on ne comptabilise que du quantitatif. L'analyse de la violence montrée, imposée par la télé, est a priori jugée suspecte puisque, comme l'a fait savoir l'État en 2005 au moment des émeutes dans les banlieues françaises par la voix de ses ministres d'alors, vouloir comprendre la violence reviendrait à la justifier.

Dans son film *Bowling for Columbine*, Michael Moore interroge le hard rocker Marilyn Manson, tenu par les organisations de défense de l'ordre et de la famille comme « le » responsable intellectuel de la tuerie perpétrée dans un lycée des États-Unis par deux jeunes (en France aussi, la loi reconnaît des responsables intellectuels d'actions violentes, même en l'absence de liens de ces responsables avec les acteurs réels des violences, et il est donc

dangereux de chercher à comprendre une forme de violence comme les violences des « quartiers » ou la guérilla urbaine). Michael Moore rappelle à Marilyn Manson que le jour du massacre de Columbine, les États-Unis ont battu leur « record » de bombes déversées sur le Kosovo ; dans sa réponse, Manson juge inouï qu'on ne mette jamais ces faits en relation : la violence globale insensée du pouvoir et la violence insensée de quelques individus. Selon lui, plutôt que de gloser sur la violence des jeunes, il faudrait commencer par les écouter afin d'avoir une chance de comprendre ce qu'ils vivent, ce qu'ils veulent. « Ce que personne n'a fait jusqu'ici », conclut-il.

C'est vrai, et pourtant, c'est très facile. Il suffit de se rendre dans une ZEP durant plusieurs années, de questionner les jeunes collégiens et de les regarder agir, réagir aux insultes qu'ils se lancent. Que constate-t-on ? Un refus absolu de la violence chez certains, la tentative de passer entre les gouttes pour une bonne partie des jeunes, la fascination pour l'expression violente chez une autre partie, peut-être un cinquième, un quart voire un tiers des jeunes [2].

Que la violence regardée à la télévision soit *dépourvue de sens* ne signifie pas qu'il y aurait une « bonne violence » face à une « mauvaise violence ». Cette discussion éthique et politique ne peut être qu'effleurée ici, et l'on peut se référer à ce que dit Hannah Arendt sur ce thème, ou encore René Girard, Lewis Mumford, Erich Fromm et quelques autres [3]. Un autre point fondamental n'est pas discuté ici, à savoir la façon dont la télé agit sur l'individu. Peter Watkins, dans *Media Crisis* [4], a magistralement montré comment ce qu'il appelle la « monoforme » – des plans qui se succèdent à une vitesse bien trop élevée pour permettre au spectateur de former le moindre jugement sur les images qui défilent devant lui, etc. – est l'outil concret qui aboutit à abrutir les téléspectateurs. Enfin, il conviendrait de ne pas négliger l'opposition communication-information, cette dernière consistant désormais et de façon ouverte à conformer le téléspectateur aux objectifs des politiques de l'État ou des grandes sociétés. Ce dernier point étant en France extrêmement documenté depuis la fameuse blague du « temps de cerveau disponible pour Coca-Cola », il n'est pas la peine d'ajouter le moindre commentaire à ce sujet... Nos maîtres sont discrédités ; agissons de sorte qu'ils ne soient plus rien pour nous !

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L227xH229/pub-f3c4b.jpg>

Une violence insensée

Ce qui importe d'abord – parce que cela a des conséquences directes sur la vie des jeunes et spécialement dans les établissements scolaires – est de savoir pour quelle « raison » les héros des films ou des séries télé déclenchent la violence sur nos écrans. Ces « raisons » constituent nettement une régression par rapport aux réflexions sur la violence des années 1950-1970. À l'époque, on débattait de la non-violence, de la justification de la guerre révolutionnaire, de la guérilla urbaine ou des guerres de libération nationale. La violence était, à tort ou à raison, comprise comme un moyen d'une politique ; elle pouvait être reprise – ou condamnée – par un groupe, un parti, toute une nation.

Les « raisons » actuelles de la violence vue à la télévision sont tout autres ; elles relèvent surtout de la sphère privée et n'ont plus rien de politique. Il ne s'agit que de processus comme la vendetta, la punition, les assassinats en série, le meurtre gratuit, le viol ou encore la torture. Ces actes, qui ne sont que des crimes sans aucune espèce de légitimation politique ou éthique, lorsqu'ils se passent dans le réel, sont précisément ceux que les médias relaient le mieux et que les États mettent à profit pour accentuer leurs politiques répressives. On y découvre des « idéaux » sclérosés, traditionnalistes et réactionnaires comme le sexisme, la domination, la volonté d'affirmation par tous les moyens d'un clan, d'une famille, d'une confrérie, d'une mafia...

Montrer à l'envi ces crimes-là comme le font la télé et les séries américaines réinstaura un rapport à la violence que l'on espérait en voie de disparition : la violence pour elle-même, juste pour exister. Nous nous situons désormais, dans les cités et les ghettos urbains de nos pays, à des années-lumière des discussions sur violence et non-violence (Gandhi, King...), violence et contre-violence (Malcolm X, Black Panthers...) ou violence et révolution. Nous

sombrons dans l'hyperviolence, la violence dépourvue de sens autre que la survie (de la bande dans son quartier, de l'individu brisé par la société qui tue pour exister, etc.), ce qu'on appelle souvent, dans les médias, de la « perversité » mais qui ne relève pas seulement de cela, hélas. Si certains individus sont pervers, alors la société qui érige la violence en modèle social sur les écrans de 21 h à l'aube l'est davantage encore.

L'incompréhension ou l'absence d'analyse ou pire l'absence de volonté d'analyser cette violence *quotidienne* constitue une sorte de crime contre l'humanité, avec la particularité « démocratique » que, cette fois, c'est la société elle-même qui, par aveuglement (dans le meilleur des cas) décide de ne rien faire – et même plébiscite les programmes télé fondés sur la mise en spectacle de cette violence-là. Nous décidons démocratiquement de ne rien faire puisque, par exemple, nous votons pour des individus qui ne proposent comme seule solution que la répression [5].

Répression « démocratique » ou totalitarisme « mou » ?

Or, cette régression intellectuelle fait le jeu des partisans de la répression à outrance. C'est l'État français qui, au cours des dernières décennies, a volontairement montré cette violence sur ses écrans (les chaînes ont longtemps toutes été nationales) en autorisant les émissions dont l'audimat est fondé sur la violence insensée ou extrême ; il espérait en récupérer les bénéfices, et, en effet, la répression est à l'ordre du jour, partout dans la société, notamment dans la rue, les entreprises et les écoles.

En France, le sentiment d'insécurité et la montée de la violence ne sont surtout pas le fait du hasard. L'industrie médiatique du fait-divers est au cœur de ce dispositif social, culturel et policier. L'apparition du sentiment d'insécurité – ou sa résurgence car, à certaines époques, ce sentiment a pu être assez développé, lorsque la propagande de l'État identifiait les classes laborieuses aux classes dangereuses – a coïncidé avec le début de l'accroissement de la délinquance dans la seconde moitié des années 1960. Les chiffres n'avaient, à l'époque, rien de comparable cependant avec les chiffres officiels actuels : en un demi-siècle, on est passé de 15 crimes et délits pour 1000 habitants à plus de 60, soit une multiplication par plus de quatre. Dès les années 1970, le gouvernement s'inquiéta du problème et, en 1977, il commanda un premier rapport à Alain Peyrefitte, garde des Sceaux et ministre de la Justice, lequel s'entoura de divers professeurs et conseillers renommés, comme l'économiste Jean Fourastié, le philosophe Jacques Ellul ou l'avocat Paul Lombard.

Selon ce rapport, intitulé *Réponses à la violence* [6], il s'ajoute à la violence criminelle une « violence ordinaire : *comme si la vie elle-même devenait violente* [souligné dans le rapport]. Une agressivité nouvelle marque les relations personnelles et sociales. [...] *Un sentiment d'insécurité générale est apparu*, qui lui-même peut engendrer la violence, dans une société où la règle de droit n'entraîne plus un consensus général et où certains sont tentés de se faire justice eux-mêmes ».

Les auteurs du rapport constataient la résurgence « cyclique » du sentiment d'insécurité, et, pour en expliquer les causes, ils mettaient d'abord en évidence « l'expérience personnelle » en insistant sur le rôle des informations diffusées par les moyens de communication dans la montée de ce sentiment d'insécurité. Les rapporteurs n'envisageaient la hausse de la délinquance que comme une cause possible parmi d'autres dans l'émergence du sentiment d'insécurité. Selon eux, la propagation de nouvelles et d'informations susceptibles de générer un sentiment de peur était la cause fondamentale de l'émergence du sentiment d'insécurité, puisque c'est la seule similarité qu'ils constataient : il n'y avait pas eu augmentation conjointe de la délinquance et du chômage, ou de la délinquance et d'une éventuelle dégradation des conditions de vie. Les experts consultés n'avaient trouvé que cette similitude, à leur avis parfaitement logique.

Si nous mettons ce rapport de 1977 en perspective avec l'évolution des médias et l'importance cruciale qu'y ont pris aujourd'hui les faits-divers, nous ne pouvons que constater la lucidité de cette thèse sur les raisons du sentiment

d'insécurité, et donc l'une des causes de la violence. Car aujourd'hui, le fait-divers est le fonds de commerce de tous les médias nationaux, y compris et surtout la télévision et la radio nationales. En janvier-février 2011, les médias ont ainsi titré à la une, chaque jour et pendant plus de trois semaines, sur la disparition et l'assassinat d'une jeune fille de la région nantaise, Laetitia. Comme si ce fait-divers avait la même importance, pour le monde contemporain ou même seulement pour la France, que des événements simultanés, comme l'envol des prix des denrées alimentaires de base dans le monde, qui est resté purement et simplement occulté. C'est un exemple très concret de la régression de notre perception de la violence par l'imposition d'une violence insensée par la télévision : un meurtre sordide est mis à profit pour ne pas parler de ce qui est réellement important pour nous, pour notre avenir à tous.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH180/TV-d0eea.jpg>

Vers la dissolution du lien social ?

Cette violence pratiquée dans tous les sens par des individus pervers pour certains, perdus pour d'autres, socialement brisés pour la plupart, est à mettre en rapport avec la violence dans la vie politique. Les politiciennes et politiciens s'insultent copieusement, se dénigrent, sont le plus souvent corrompus et n'hésitent pas à piocher dans des caisses noires. Dépenser indûment l'argent collectif est devenu une pratique si commune qu'il n'est pas la peine d'y revenir, chaque jour nous apportant son lot de révélations sur tel ou tel élu véreux. Parfois, cette violence dans les processus d'accaparement de l'argent à des fins politiques aboutit jusqu'à des assassinats, comme dans le cas des ingénieurs français à Karachi.

L'enjeu fondamental est aujourd'hui le maintien ou la reconstitution d'un lien social. Allons-nous vers sa dissolution ? Qu'est-ce qui, en dernière analyse, « fait société », soude les individus ensemble afin qu'ils composent une société ? Cette question ne relève plus du tout de la prospective futuriste : c'est aujourd'hui que nous devons la résoudre. Et nous ne songeons pas ici à une solution du type société totalitaire soumise à un tyran élu ou non, car c'est justement cela qu'il s'agit d'éviter.

Si le lien social se brise, il n'y aura plus de contestation possible, en réalité, car les seules formes de contestation qui rencontreront un écho seront d'une part les contestations violentes (parce que la violence sera plébiscitée par les médias via l'audimat, ou par les téléspectateurs parce que les télé ne leur proposent que cela...), et d'autre part les contestations sectorielles menées par des individus groupés de fait en des sortes de mafias politiques dans le but de faire échec à d'autres mafias (« groupes d'intérêts » ou « groupes de pression » en novlangue médiatique, ce qui là encore excite l'audimat car cela alimente la forme de non-société dominante et la division à l'œuvre). Exit alors la contestation politique fondamentale, globale et non sectorielle, radicale et non opportuniste, bref, la lutte pour l'émancipation des êtres humains. Comme le dit Hannah Arendt dans *La condition de l'homme moderne* : sous la tyrannie, il est plus facile d'agir que de penser. Si nous continuons, dans quelques années, il sera temps de n'agir que pour notre survie, et *bien trop tard pour penser à l'émancipation*.

Ce n'est pas tout, car nous ne prenons pas en compte le rôle du progrès technologique, alors qu'il est lui aussi fondamental. Nous sommes tellement convaincus de l'innocuité des technologies que nous n'hésitons pas à laisser les enfants devant la télévision dès le plus jeune âge, et que nous n'analysons plus la portée politique des images. Pire, même : nous n'analysons pas les images, et à l'école, il n'y a toujours pas d'éducation à l'image, alors que l'éducation aux médias (dont étaient notamment en charge les Clemi) est en train de disparaître sans avoir jamais pris son envol. Les fameuses TICE (technologies de l'information et de la communication appliquées à l'éducation) sont imposées sans débat, alors que les écrans servent une culture qui tend vers la dissolution du lien social. Quant aux prétendus « réseaux sociaux », ils sont affublés d'un nom qui dit exactement ce qu'ils ne sont pas.

Tout ce qui peut servir à mesurer l'état du lien social nous indique une dégradation rapide, par exemple à travers les difficultés de communiquer entre générations, dont on peut trouver l'une des causes dans les nouvelles technologies, que les jeunes utilisent bien davantage que leurs grands-parents – le SMS que ne décryptent pas les adultes. Au

niveau des convictions politiques, religieuses, éthiques, nous assistons à une intolérance mise en scène par les médias : on invite souvent deux personnes défendant des positions antagonistes plutôt qu'une seule qui donnerait son point de vue en détail. Sur les plateaux de télé, on espère un meilleur audimat d'un duel entre des gladiateurs de la pensée prête à la digestion-excrétion ; cette pratique de l'affrontement s'étend désormais aux livres, car les éditeurs eux-mêmes emboîtent le pas des gens de télé et font des livres « à deux voix » qui ne sont que saupoudrage dans le meilleur des cas, polémique stérile le plus souvent. Chacun pourra continuer la longue énumération de ces indices d'une dégradation du lien social, face à laquelle nous peinons à créer, recréer, retrouver du lien positif.

Vers quelle sortie positive ?

Hannah Arendt a donné l'une des expressions sans doute les plus achevées de cette question du lien social nécessaire dans *Crise de la culture* et dans *Condition de l'homme moderne*. L'apparition de tout nouvel être humain et de toute génération d'êtres humains impose en effet un double devoir aux générations adultes : elles doivent protéger les enfants afin qu'ils puissent grandir dans un environnement salubre et épanouissant pour eux ; le monde doit aussi se protéger contre les nouvelles générations afin qu'elles ne le submergent pas. Arendt écrit précisément que « ce monde aussi a besoin d'une protection qui l'empêche d'être dévasté et détruit par la vague des nouveaux venus qui déferle sur lui à chaque nouvelle génération ».

Cette nécessité n'a pas été placée au même niveau que la précédente au cours du dernier demi-siècle. Les programmes des Nations unies en faveur de l'enfance, par exemple, ont nettement insisté sur le premier aspect de protection de l'enfance. Il ne s'agit pas ici de dire qu'il faut travailler à un mouvement du balancier dans l'autre sens, ce qui relèverait d'une dialectique trop simpliste voire d'un manichéisme ridicule, ou de nier que les anciennes générations se sont cramponnées au pouvoir et se sont protégées par tous les moyens des générations montantes... car l'on pourrait trouver des exemples très nombreux dans ce sens-là, qui contrebalanceraient les programmes des Nations unies, et nous serions fort éloignés de la vision plus fine d'Arendt.

Ce qui est en question est la façon dont les anciennes générations se sont défendues contre cette « vague de nouveaux venus ». Plusieurs faits importants sont à noter. Les nouvelles technologies ont été très largement mises à contribution pour séduire les individus en flattant leur narcissisme. Les ordinateurs portables, les smartphones et toute la panoplie de prothèses technologiques ont ainsi un effet d'intégration des jeunes décisif sur le plan économique puisqu'ils doivent travailler, trouver l'argent pour s'acheter ces marchandises que la publicité et la société dans son ensemble s'acharnent à leur faire désirer. La télévision a été et reste un puissant facteur de flatterie du désir de reconnaissance par la multiplication des émissions de télé-réalité par exemple, qui font croire à chacun et n'importe qui que l'on peut devenir une vedette en quelques émissions. Les réseaux sociaux, eux, sont les principaux vecteurs du narcissisme souvent exacerbé des individus, et l'on s'en préoccupe déjà largement outre-Atlantique, où il confine à la démesure – dans un pays où le narcissisme est cependant érigé en modèle, par exemple par les stars hollywoodiennes, depuis des décennies. L'hypersexualisation des corps, phénomène qui touche les jeunes filles très tôt, participe aussi de ce processus d'assimilation perverse des nouvelles générations par les anciennes, qui est en réalité une politique de domination, voire de négation lorsque cette hypersexualisation, très nette dans les années 2000, débouche depuis quelques années sur la virilisation des comportements des adolescentes dans les collèges.

Si nous suivons Arendt, nous pouvons craindre que cette vague de nouveaux venus, équipés de prothèses technologiques qui les isolent de plus en plus des autres, de moins en moins capables de communiquer avec leurs aînés (et même entre eux, comme on le constate dans les écoles et les collèges), ne « déferle » sur le monde et ne le brise, sans en comprendre les règles (ce qui n'est pas si grave), mais surtout sans avoir *la capacité d'en imaginer de nouvelles* – et qui soient positives, c'est-à-dire non fondées sur la violence à outrance, la continuation de la destruction du monde... C'est un risque social majeur de voir, dans les années qui viennent, des jeunes générations réduites au chômage ou à n'effectuer que de « petits boulots » de survie, sans aucune conscience politique,

simplement fascinées par les écrans et notamment la télévision, s'exprimer en suivant le modèle proposé : la violence.

Pour la censure de la violence à la télévision ?

Pendant que les professionnels de la pensée regardent Arte, les masses, celles que l'on pourrait appeler les « classes dangereuses », le « prolétariat », les « opprimés », sont gavées d'autres programmes télévisuels. Ceux-ci ont un but global, qui n'est pas inscrit bien entendu dans le cahier des charges des producteurs d'émissions, mais qu'il convient pourtant d'analyser. C'est le divertissement, pour la plupart des émissions, qui constitue l'énorme atout des programmes les plus vus, surtout par les jeunes. On dit l'*entertainment* en français de la télévision et du cinéma !

Or, tout contribue à divertir, c'est une évidence dans une société des loisirs – et l'on ne peut ici que rappeler une analyse critique de la société des loisirs, déjà menée par Mumford, Ellul, Charbonneau, Arendt, Anders, les situationnistes, Baudrillard, etc. Ce divertissement proposé sur l'ensemble de nos écrans, dont la télévision, n'est pas neutre au regard de la situation politique et de notre émancipation. C'est à chacun d'entre nous de se prononcer : *La télévision est-elle un outil culturel ?* Travaille-t-elle dans le sens de l'émancipation ?

Les programmes violents à la télévision sont porteurs d'une politique de répression d'un genre nouveau : ce n'est pas la télé qui réprime, mais elle invite juste à se comporter de façon telle que la seule réponse à apporter, dans le cadre de cette société, semble être l'accentuation de la répression. Car que faire d'autre face à une délinquance qui ne cesse de croître ?

Il faudrait étendre cette étude et ces réflexions dans le sens d'une vision critique de la violence et à la recherche d'une politique d'émancipation, alors que ce qui se fait aujourd'hui va surtout dans le sens d'une prise de position dans l'alternative répression ou éducation. Or, ceci est très simpliste, et ne correspond pas du tout à la hauteur des défis. La violence montrée par la télévision n'est jamais abordée, sauf par les réactionnaires avec des arguments passésistes qui n'ont aucun intérêt dans la situation actuelle – en ce sens que les arguments réactionnaires ne présagent rien de positif du futur et sont fondés en dernière analyse sur d'autres formes d'abêtissement des masses que la religion cathodique.

La violence à la télévision est un sujet tabou ? Il est tabou d'en parler alors qu'un élève passe, durant toute l'année, beaucoup plus d'heures, environ le double selon les mesures les plus basses, devant un écran de télévision que devant un professeur ? A priori, l'écran a une influence sur les jeunes bien plus importante que le professeur – et ce simple fait n'est jamais mentionné.

La censure n'est pas la question centrale – et elle est piégée. Nous sommes contre le nucléaire, contre les OGM, contre les armes de destruction massive, etc., mais nous ne pourrions pas nous prononcer contre la télévision parce que cet outil aurait une valeur culturelle. Le champ dans lequel nous plaçons mentalement la télévision est celui de la culture, soit un champ éminemment sensible à la privation de liberté. Cependant, l'on peut considérer d'une autre façon la télévision : comme

un pur outil de propagande. L'intensité avec laquelle elle est regardée et la part énorme de vie humaine qu'elle dévore en font bien autre chose qu'un instrument culturel ; telle est l'évidence que nous refusons de voir. Elle est un outil politique orienté. Un outil d'abrutissement.

Si la violence monte dans notre société, si un parti politique xénophobe occupe une telle place dans le paysage politique français, si un président de la République peut lancer une guerre contre un pays dont il a invité le dirigeant avec faste trois années plus tôt, si Fukushima n'est plus qu'un fait-divers parmi d'autres alors qu'aucune solution n'est trouvée plus d'un mois après le drame, ce n'est pas à cause de la télé, mais c'est bien la télé qui répand le mieux, parmi les masses qui la contemplent, le sentiment d'impuissance qui permet à cette violence sociale, militaire, technologique et politique de s'insinuer toujours davantage dans notre corps social. La télévision regardée par les

masses n'est qu'un instrument d'abrutissement généralisé, qu'il faut combattre au même niveau et avec la même intensité que d'autres outils de domination.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L227xH390/Tolerance_repress213-b87a7.jpg

Ainsi que l'explique Marcuse dans *Tolérance répressive*, il n'y a aucune raison pour tolérer ce qui, dans la logique du pouvoir, produit de la répression, laquelle nuit à notre émancipation, voire l'empêche – et en tout cas vise en toute conscience à la rendre impossible. Le pouvoir utilise la télévision et les violences qu'il y diffuse pour abrutir et réprimer les peuples téléphages. Tirons-en chacun les conséquences. Débranchons nos télés, c'est un geste facile à faire ! Toutes les télés sur « OFF » ! Et même jetons-les ! C'est une évidence que de détruire ce qui nous opprime ! Car comme le disait Brecht, « De qui dépend que l'oppression demeure ? De nous. De qui dépend qu'elle cesse ? De nous aussi ! »

[1] Détails de l'enquête sur docnews.fr, un site internet intéressant et objectif puisque au service des publicitaires qui, eux, savent se servir de la télévision... <http://www.docnews.fr/fr/archives/etudes/francais-passent-plus-plus-temps-devant-tele,4245.html>

[2] Avec sans doute un chiffre plus fort chez les garçons que chez les filles, mais, selon mes expériences, cela est loin d'être certain et en tout cas, le pourcentage de filles défendant la violence n'est guère moins élevé que celui des garçons.

[3] Voir *La cité à travers l'histoire* de Mumford (Agone, 2011), ou *La passion de détruire* de Fromm (Robert Laffont), ouvrages fondamentaux sur la question de la violence, de même que *La violence et le sacré*, de Girard (en poche). J'ai en partie traitée cette question dans plusieurs ouvrages politiques pour la jeunesse, comme *Marabuntas. La violence des gangs au Honduras ; Derrière les barreaux. Les prisonniers en France* ou encore *Malcolm X*. Pensez par vous-mêmes, aux éditions Syros, tous pilonnés car ces sujets n'intéressent pas...

[4] Publié aux éditions Homnisphères.

[5] C'était le cas en 2007 avec la surenchère entre Le Pen, Sarkozy et Royal sur les mesures répressives à adopter dans les banlieues en feu ; rappelons que Royal avait proposé d'y envoyer l'armée..., comme Le Pen !

[6] Disponible à la Documentation française en accès libre : <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/774023100/0000.pdf>